



Société de commissariat aux comptes membre de la CRCC d'Aix - Bastia
Numéro d'inscription : 4100091386
SARL au capital social de 1 000 euros
SIRET : 900 310 988 00010 RCS de Nice
7, rue d'Autun – Bureau LPF - 06 000 NICE
Tél : 06 59 42 05 86 – sophie.cipri@ciso-strategie.com

ASSOCIATION DES BIBLIOTHÉCAIRES DE FRANCE

31 rue de Chabrol
75010 PARIS

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS**

Exercice clos au 31/12/2022

À l'Assemblée Générale de l'Association des Bibliothécaires de France,

Opinion

En exécution de la mission complémentaire qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale du 9 octobre 2023 dans le cadre des dispositions de l'article L.821-5 du code de commerce, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'Association ABF relatifs à l'exercice clos le 31/12/2022, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Nous précisons que votre association n'étant pas tenue de désigner un commissaire aux comptes pour l'exercice 2021, les comptes de l'exercice 2021 n'ont pas fait l'objet d'une certification.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2022 à la date d'émission de notre rapport.

Observation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur la note « Formation » de l'annexe qui précise que l'ABF dispense des formations sur la période scolaire, du 01/09/N au 30/06/N+1. Le chiffre d'affaires de prestations de formations comptabilisé correspond à la somme de 60% des montants facturés sur l'exercice N-1 ou N correspondant à la formation 2021/2022 et de 40% des formations facturées ou en cours de facturation correspondant à la formation 2022/2023. L'impact dans les comptes de l'exercice se traduit par le constatation de factures à établir de l'exercice de 85 218 € et de produits constatés d'avance à hauteur de 25 530 €.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-1801 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues, sur la suffisance du contrôle interne mis en place et sur la présentation d'ensemble des comptes, notamment pour ce qui concerne :

- la valorisation des prestations de formation en cours correspondant aux prestations réalisées et non encore terminées comme décrit dans le paragraphe « Formation » de l'annexe ;
- la conformité de la présentation des comptes annuels aux référentiels adaptés.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Informations données dans le rapport financier et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres de l'Assemblée Générale de l'Association

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport financier du conseil d'administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres de l'Assemblée Générale de l'Association.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le bureau national.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation

s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

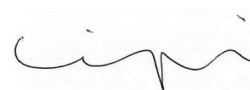
Fait à NICE, le 30/04/2024

Le Commissaire aux comptes

SARL CISO
7, Rue d'Autun - Bureau LPF
06000 NICE - Tél. 06.59.42.05.86
R.C.S. Nice 900 310 988
Inscrite à la Compagnie Régionale des
Commissaires aux Comptes d'Aix-Bastia
sous le numéro: 410 0091386

CISO, représenté par

Sophie CIPRI



COMPTES ANNUELS

2022

Période du 01/01/2022 au 31/12/2022

ETATS FINANCIERS



Bilan Actif

Bilan Actif	Du 01/01/2022 au 31/12/2022			Au 31/12/2021
	Brut	Amort. Prov.	Net	Net
Actif immobilisé				
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement				
Frais de recherche et de développement				
Donations temporaires d'usufruit				
Concessions, brevets et droits similaires	2 337	2 337		
Autres immobilisations incorporelles				
Immobilisations incorporelles en cours				
Avances et acomptes sur immobilisations incorporelles				
Immobilisations corporelles				
Terrains				
Constructions				
Installations techniques, matériel et outillages industriels				
Autres immobilisations corporelles	22 371	21 816	555	927
Immobilisations corporelles en cours				
Avances et acomptes sur immobilisations corporelles				
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés				
Immobilisations financières				
Participations et créances rattachées	50 000		50 000	50 000
Autres titres immobilisés				
Prêts				
Autres immobilisations financières	16 060		16 060	16 060
TOTAL I	90 768	24 152	66 616	66 987
Comptes de liaison II				
Actif circulant				
Stocks et encours				
Créances				
Créances clients, usagers et comptes rattachés	228 458		228 458	107 024
Créances reçues par legs ou donations				
Autres	7 609		7 609	4 447
Valeurs mobilières de placement	10 775		10 775	10 775
Instruments de trésorerie				
Disponibilités	535 840		535 840	485 032
Charges constatées d'avance	1 311		1 311	1 858
TOTAL III	783 993		783 993	609 136
Frais d'émission des emprunts IV				
Primes de remboursement des obligations V				
Écarts de conversion actif VI				
TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV + V + VI)	874 761	24 152	850 608	676 123



Bilan Passif

Bilan Passif	31/12/2022	31/12/2021
Fonds propres		
Fonds propres sans droit de reprise		
Fonds propres statutaires		
Fonds propres complémentaires		
Fonds propres avec droit de reprise		
Fonds propres statutaires		
Fonds propres complémentaires		
Écarts de réévaluation		
Réserves		
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves pour projet de l'entité	495 687	495 687
Autres réserves		
Report à nouveau	-59 006	-127 441
Excédent ou déficit de l'exercice	209 665	68 434
Situation nette	646 346	436 680
Fonds propres consommables		
Subventions d'investissement		
Provisions réglementées		
TOTAL I	646 346	436 680
Comptes de liaison II		
Fonds reportés et dédiés		
Fonds reportés liés aux legs ou donations		
Fonds dédiés	5 000	5 000
TOTAL III	5 000	5 000
Provisions		
Provisions pour risques	30 000	30 000
Provisions pour charges	30 330	32 455
TOTAL IV	60 330	62 455
Emprunts et dettes		
Emprunts obligataires et assimilés		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		
Emprunts et dettes financières diverses	298	298
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	12 119	6 559
Dettes des legs ou donations		
Dettes fiscales et sociales	73 798	80 787
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	27 188	19 130
Instruments de trésorerie		
Produits constatés d'avance	25 530	65 212
TOTAL V	138 933	171 987
Écarts de conversion passif VI		
TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV + V + VI)	850 608	676 123



Compte de résultat

Compte de résultat	31/12/2022	31/12/2021
Produits d'exploitation		
Cotisations	134 940	136 830
Ventes de biens et services		
Ventes de biens		
- dont ventes de dons en nature		
Ventes de prestations de services	353 701	226 941
- dont parrainages		
Produits de tiers financeurs		
Concours publics et subventions d'exploitation	104 950	69 547
Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
Ressources liées à la générosité du public		
Dons manuels		
Mécénats	20 000	
Legs, donations et assurances-vie		
Contributions financières	6 084	
Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	120	17
Utilisations des fonds dédiés		37 500
Autres produits	1 336	7 538
TOTAL I	621 131	478 372
Charges d'exploitation		
Achats de marchandises		
Variation de stocks		
Autres achats et charges externes	205 012	148 662
Aides financières		
Impôts, taxes et versements assimilés	3 847	9 780
Salaires et traitements	174 738	185 933
Charges sociales	60 737	51 062
Dotations aux amortissements et dépréciations	371	162
Dotations aux provisions		
Reports en fonds dédiés		
Autres charges	1 995	912
TOTAL II	446 701	396 511
RÉSULTAT D'EXPLOITATION (I - II)	174 431	81 862
Produits financiers		
Produits financiers de participation		
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé		
Autres intérêts et produits assimilés	1 362	637
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
Différences positives de change		
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
TOTAL III	1 362	637
Charges financières		
Dotations financières aux amortissements, dépréciations et provisions		
Intérêts et charges assimilées		
Différences négatives de change		
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
TOTAL IV		
RÉSULTAT FINANCIER (III - IV)	1 362	637
RÉSULTAT COURANT AVANT IMPÔTS (I - II + III - IV)	175 792	82 499

Compte de résultat (Suite)

Compte de résultat (Suite)	31/12/2022	31/12/2021
Produits exceptionnels		
Sur opérations de gestion	33 312	130
Sur opérations en capital		
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges	2 125	63 008
TOTAL V	35 437	63 138
Charges exceptionnelles		
Sur opérations de gestion	1 524	77 165
Sur opérations en capital		
Dotations aux amortissements, dépréciations et provisions		
TOTAL VI	1 524	77 165
RÉSULTAT EXCEPTIONNEL (V - VI)	33 913	-14 027
Participation des salariés aux résultats VII		
Impôts sur les bénéfices VIII	40	38
TOTAL DES PRODUITS (I + III + V)	657 930	542 148
TOTAL DES CHARGES (II + IV + VI + VII + VIII)	448 265	473 714
EXCÉDENT OU DÉFICIT	209 665	68 434

Contributions volontaires en nature		
Dons en nature	129 185	
Prestations en nature		
Bénévolat		
TOTAL	129 185	
Charges des contributions volontaires en nature		
Secours en nature		
Mise à disposition gratuite de biens		
Prestations en nature		
Personnel bénévole	129 185	
TOTAL	129 185	



COMPTES ANNUELS

2022

Période du 01/01/2022 au 31/12/2022

ANNEXE



Règles et méthodes comptables

Annexe au bilan et au compte de résultat de l'exercice clos le 31/12/2022 dont le total du bilan avant répartition est de 850 608 Euros et au compte de résultat de l'exercice, présenté sous forme de liste et dégageant un résultat de 209 665 Euros.

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/01/2022 au 31/12/2022.

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Les comptes annuels ont été établis conformément aux dispositions du Code de Commerce, du plan comptable général et du règlement ANC n°2018-06 du 5 décembre 2018 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif ainsi que de l'arrêté du 02/08/1995 applicable aux organismes de formation.

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices,

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

But de l'association

L'association intitulée Association des Bibliothécaires de France, fondée le 22 avril 1906 et reconnue d'utilité publique sous le nom d'Association des Bibliothécaires Français par décret du 12 avril 1969, a pour but, en dehors de toute orientation politique, philosophique, confessionnelle ou syndicale, de :

- faire vivre et animer la communauté professionnelle des bibliothécaires, quels que soient le type d'établissement ou les fonctions occupées ;
- placer les bibliothèques au cœur de la société, en leur donnant un rôle essentiel dans l'accès à tous à l'information, à l'éducation, à la culture et aux loisirs, et dans la promotion de la lecture ;
- réfléchir et prendre position sur toutes les questions d'ordre scientifique, technique et administratif concernant les bibliothèques et leur personnel ;
- proposer aux autorités concernées un projet de promotion et de développement des bibliothèques de toute nature ;
- affirmer la nécessité de doter les bibliothèques des moyens humains, techniques et financiers indispensables à leurs missions ;
- représenter les bibliothèques françaises auprès des institutions et organismes français, étrangers et internationaux et favoriser les échanges avec les collègues des autres pays ;
- établir un code de déontologie et veiller à son application, en accord avec les principes énoncés par l'UNESCO et l'IFLA ;
- favoriser par tout moyen et toute forme tant au niveau national qu'au niveau local (coordination, affiliation, inter-association...) les rapprochements avec les associations aux vocations et buts voisins.

Faits caractéristiques

Au cours de l'exercice 2022, le congrès de l'ABF a eu lieu en présentiel suite à la levée des restrictions sanitaires liées à la crise sanitaire du Covid-19.

L'abandon de créance avec clause de retour à meilleure fortune consentie par l'ABF à l'ABIS a été partiellement repris au cours de l'exercice 2022 conformément aux dispositions de la convention initiale et de l'avenant conclu au 31/12/2022.

Evénements significatifs postérieurs à compter de la clôture

Néant

Immobilisations incorporelles et corporelles



Les immobilisations sont évaluées à leur coût d'acquisition.

Les amortissements sont calculés, en fonction de la durée d'utilisation prévue, suivant le mode linéaire.

- | | |
|--------------------------------------|-------------|
| • Agencements et aménagements | 4 à 10 ans, |
| • Mobilier de bureau et informatique | 3 ans, |
| • Mobilier | 10 ans |

Participations, autres titres immobilisés, valeurs mobilières de placement

La valeur brute est constituée par le coût d'achat hors frais accessoires.

Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à cette valeur, une dépréciation est constituée du montant de la différence.

Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Provision pour risques et charges

Une provision pour risques et charges constituée à la clôture de l'exercice 2020 à hauteur de 30 000 euros pour litige prud'homal en cours figure toujours dans les comptes 2022 car le jugement n'a toujours pas été rendu.

Engagements de départ à la retraite

Les engagements de l'entité en matière d'indemnités de départ à la retraite de ses salariés sont constatés sous forme de provision.

L'estimation des engagements de départ à la retraite s'effectue de façon rétrospective prorata temporis (droits individuels acquis au jour du départ à la retraite, proratisés à la date du calcul) sur la base d'une hypothèse de départ à l'initiative du salarié à l'âge de 64 ans en tenant compte des éléments suivants :

- paramètres propres à chacun des salariés de l'entité (âge à la clôture, ancienneté, statut, taux de mortalité et salaire brut annuel),
- données spécifiques de l'entité (convention collective, hypothèse de progression de la masse salariale, taux de rotation prévisionnel du personnel et taux de charges sociales),
- taux d'actualisation retenu à 0,25%.

Le montant ainsi obtenu, majoré des charges patronales, s'élève à 30 330 euros.

Fonds dédiés et reportés

Les fonds dédiés sont des rubriques du passif qui enregistrent, à la clôture de l'exercice, la partie des ressources, affectées par des tiers financeurs à des projets définis, qui n'a pas pu encore être totalement utilisée conformément à l'engagement pris à leur égard.

Les fonds dédiés s'élèvent à la clôture de l'exercice à : 5 000 €

Contributions volontaires en nature

La valorisation du bénévolat au titre des activités de l'exercice fait l'objet d'une estimation de 11 214 heures. La valorisation de ce bénévolat à un taux horaire moyen de 11,52 €/heure correspond à un montant de 129 185,28 euros.

Formation

L'ABF dispense des formations d'auxiliaires en bibliothèques sur l'année scolaire, c'est à dire du 01/09/N au 30/06/N+1. De ce fait, le chiffre d'affaires de l'activité de formation est comptabilisé à hauteur de 40% sur l'exercice N et 60% sur l'exercice N+1.

Régime fiscal

L'entité est un organisme sans but lucratif non soumis aux impôts commerciaux au régime de droit commun.

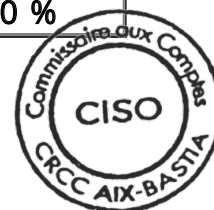
Ressources de l'organisme de formation

Origine des fonds	Montant	
	K€	%
I - Ressources provenant des entreprises et administration pour leurs salariés et des particuliers		
Entreprises	2 580,00 €	1,18 %
Etat, collectivités locales, établissements publics	61 455,19 €	28,01 %
Entreprises : Via Fongecif, OMA FAF	3 984,60 €	1,82 %
Particuliers	35 877,31 €	16,35 %
Sous total I :	103 897,10 €	47,35 %
II - Ressources provenant des pouvoirs publics		
Instances européennes	390,00 €	0,18 %
Etat	66 471,28 €	30,29 %
Régions	4 226,00 €	1,93 %
Autres collectivités territoriales	8 508,00 €	3,88 %
Sous total II :	79 595,28 €	36,28 %
III - Autres		
Autres organismes de formation	18 900,00 €	8,61 %
Autres ressources	17 024,00 €	7,76 %
Sous total III :	35 924,00 €	16,37 %
Total des ressources	219 416,38 €	100,00 %



Décomposition des actions de formation par finalité

Finalités des actions	Volume financier	
	Montant K€	%
Diplômantes	219 416,38 €	100,00 %
Perfectionnement professionnel et qualifiant		
Insertion sociale		
Total	219 416,38 €	100,00 %



Conventions de ressources publiques affectées

Convention	Montant initial	Suivi d'exécution		
		Solde au début de l'exercice	Utilisation en cours d'exercice	Solde en fin d'exercice



Etat des immobilisations

CADRE A	Valeur brute en début d'exercice	Augmentations	
		Réévaluation de l'exercice	Acquisitions créances virements
Frais d'établissement et de développement Donations temporaires d'usufruit Autres postes d'immobilisations incorporelles	2 337		
TOTAL	2 337		
Terrains Constructions : - Sur sol propre - Sur sol d'autrui - Générales, agencements et aménagements constructions Installations : - Techniques, matériel et outillage - Générales, agencements et aménagements divers Matériel : - De transport - De bureau et informatique, mobilier Emballages récupérables et divers Immobilisations corporelles en cours Avances et acomptes Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés	3 325 19 046		
TOTAL	22 371		
Participations évaluées par mise en équivalence Autres : - Participations - Titres immobilisés Prêts et autres immobilisations financières	50 000 16 060		
TOTAL	66 060		
TOTAL GÉNÉRAL	90 768		

CADRE B	Diminutions		Valeur brute des immos en fin d'exercice	Réval. légale ou éval. par mise en équival.
	Virement	Cession		Val. d'origine des immo. en fin d'ex.
Frais d'établissement et de développement Donations temporaires d'usufruit Autres postes d'immobilisations incorporelles			2 337	
TOTAL			2 337	
Terrains Constructions : - Sur sol propre - Sur sol d'autrui - Gales, agencts et aménagt. const. Installations : - Techniques, matériel et outillage - Gales, agencts et aménagt. divers - De transport Matériel : - De bureau et informatique, mobilier Emballages récupérables et divers Immobilisations corporelles en cours Avances et acomptes Biens reçus par legs ou don. destinés à être cédés			3 325 19 046	
TOTAL			22 371	
Participations évaluées par mise en équivalence Autres : - Participations - Titres immobilisés Prêts et autres immobilisations financières			50 000 16 060	
TOTAL			66 060	
TOTAL GÉNÉRAL			90 768	

CADRE A - Situations et mouvements de l'exercice	Montant au début de l'exercice	Augment.	Diminu.	Montant en fin d'exercice
Frais d'établissement et développement				
Donations temporaires d'usufruit				
Autres postes d'immobilisations incorporelles	2 337			2 337
TOTAL	2 337			2 337
Terrains				
Constructions - Sur sol propre				
: - Sur sol d'autrui				
Installations générales, agencements et aménagements des constructions				
Installations techniques, matériel et outillage industriel				
Installations générales, agencements et aménagements divers	3 045	153		3 198
Matériel de transport				
Matériel de bureau et informatique, mobilier	18 400	218		18 618
Emballages récupérables et divers				
TOTAL	21 444	371		21 816
TOTAL GÉNÉRAL	23 781	371		24 152

CADRE B - Ventilation des mouvements affectant la provision pour amortissements dérogatoires	Dotations			Reprises			Mouvement net des amort. en fin d'exercice
	Différentiel de durée	Mode dégressif	Amort. fiscal exceptionnel	Différentiel de durée	Mode dégressif	Amort. fiscal exceptionnel	
Frais d'établissement et dvp. Donations temporaires d'usufruit Autres postes d'immo. incorp.							
TOTAL							
Terrains Constructions - Sur sol propre : - Sur sol d'autrui Inst. gales, agenc. et aménag. des construc. Inst. tech. mat. et outil. indus. Inst. gales, agenc. et aménag. divers Matériel de transport Mat. de bureau et info. mob. Emballages récup. et divers							
TOTAL							
Frais d'acq. de titres de particip.							
TOTAL GÉNÉRAL							
DOTATIONS NON VENTILÉES		REPRISES NON VENTILÉES			TOTAL GÉNÉRAL NON VENTILÉ		

CADRE C - Mouvements de l'exercice affectant les charges réparties sur plusieurs exercices	Montant net au début de l'exercice	Augment.	Dot. exercice aux amort.	Montant net en fin d'exercice
Frais d'émission d'emprunts à étaler				
Primes de remboursement des obligations				



Etat des provisions et dépréciations

Nature des provisions	Montant au début de l'exercice	Augmentations : dotations de l'exercice	Diminutions : reprises à la fin de l'exercice	Montant à la fin de l'exercice
Réglémentées				
- Reconstitution des gisements				
Provisions pour : - Investissements				
- Hausse des prix				
Amortissements dérogatoires				
Provisions pour prêts d'installation				
Autres provisions réglementées				
TOTAL I				
Risques et charges				
- Litiges	30 000			30 000
- Garanties données aux clients				
- Pertes sur marché à terme				
- Amendes et pénalités				
- Pertes de change				
Provisions pour : - Pensions et obligations				
- Impôts				
- Renouvellement des immobilisations				
- Gros entretien et grandes révisions				
- Charges sociales et fiscales sur congés à payer				
Autres provisions pour risques et charges	32 455		2 125	30 330
TOTAL II	62 455		2 125	60 330

Nature des dépréciations	Montant au début de l'exercice	Augmentations : dotations de l'exercice	Diminutions : reprises à la fin de l'exercice	Montant à la fin de l'exercice
Dépréciations				
- Incorporelles				
- Corporelles				
Immobilisations : - Biens reçus par legs ou donations				
- Titres mis en équivalence				
- Titres de participation				
- Financières				
Sur stocks et en cours				
Sur comptes clients				
Sur créances reçues par legs ou donations				
Autres provisions pour dépréciation				
TOTAL III				
TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III)	62 455		2 125	60 330
- D'exploitation				
Dont dotations et reprises : - Financières				
- Exceptionnelles			2 125	



Etat des créances et dettes

Créances	Montant brut	Liquidité de l'actif	
		Échéances à moins d'1 an	Échéances à plus d'1 an
De l'actif immobilisé			
Créances rattachées à des participations			
Prêts			
Autres immobilisations financières	16 060		16 060
De l'actif circulant			
Clients et usagers douteux ou litigieux			
Clients, usagers et comptes rattachés	228 458	228 458	
Reçues sur legs ou donations			
Personnel et comptes rattachés	1 239	1 239	
Sécurité sociale et autres organismes sociaux			
Impôts sur les bénéfices			
Taxe sur la valeur ajoutée			
Autres impôts, taxes et versements assimilés			
Divers			
Confédération, fédération, union, associations affiliées			
Débiteurs divers	6 371	6 371	
Charges constatées d'avance	1 311	1 311	
TOTAL	253 438	237 378	16 060

Dettes	Montant brut	Degré d'exigibilité du passif		
		Échéances à moins d'1 an	Échéances à plus d'1 an	Échéances à plus de 5 ans
Emprunts obligataires et assimilés				
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit :				
- A 1 an max. à l'origine				
- A plus d'1 an à l'origine				
Emprunts et dettes financières diverses				
Fournisseurs et comptes rattachés	12 119	12 119		
Dettes des legs ou donations				
Personnel et comptes rattachés	30 386	30 386		
Sécurité sociale et autre organismes sociaux	39 187	39 187		
Impôts sur les bénéfices	210	210		
Taxe sur la valeur ajoutée				
Autres impôts, taxes et assimilés	4 015	4 015		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Confédération, fédération, union, associations affiliées	298	298		
Autres dettes	27 188	27 188		
Produits constatés d'avance	25 530	25 530		
TOTAL	138 933	138 933		



Produits et charges constatés d'avance

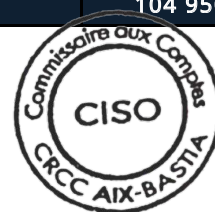
Produits constatés d'avance		Exercice clos le	Exercice clos le
		31/12/2022	31/12/2021
Produits :	- D'exploitation - Financiers - Exceptionnels	25 530	65 212
TOTAL		25 530	65 212

Charges constatées d'avance		Exercice clos le	Exercice clos le
		31/12/2022	31/12/2021
Charges :	- D'exploitation - Financières - Exceptionnelles	1 311	1 858
TOTAL		1 311	1 858



Concours et subventions publics obtenus au cours de l'exercice

	Union européenne	État	Collectivité territoriale	CAF	Autres	TOTAL
Concours Publics						
Subventions d'exploitation		101 950	3 000			104 950
Subventions d'investissement						
TOTAL		101 950	3 000			104 950



DRAC Grand Est : 1 000€
 DRAC Grand Est : 4 000
 DRAC Haut de France : 5 000€
 Ministère de la Culture : 67 000€
 Ministère de la Culture : 5 000€
 Département de la Moselle : 3 000€
 Région Guyane : 7 950€
 DRAC Martinique : 7 000€
 Région PACA : 2 000€
 Métropole de Metz : 3 000€

Variations des fonds dédiés

	À l'ouverture de l'exercice	Reports	Utilisations		Transferts (1)	À la clôture de l'exercice	
			Montant global	dont rembours.		Montant global (2)	dont fonds corresponda à des projets sans dépense au cours des 2 derniers exercices
Subventions d'exploitation							
Ministère de la Recherche	5 000					5 000	
TOTAL	5 000					5 000	
Contributions financières d'autres organismes							
TOTAL							
Ressources liées à la générosité du public							
TOTAL							
TOTAL GÉNÉRAL	5 000					5 000	

(1) Transferts : si émission, mettre le montant en négatif, si réception, mettre le montant en positif
 (2) Montant global = Montant début d'exercice + Report - Utilisations + Transferts



Variations des fonds reportés

	Au début de l'exercice	Augment.	Diminutions	À la clôture de l'exercice
Legs ou donations				
TOTAL				
Donations temporaires d'usufruit				
TOTAL				
TOTAL GÉNÉRAL				

Variation des fonds propres art.431-5

Variation des fonds propres	Montant en début d'exercice	Affectation du résultat	Augmentations	Diminutions ou consommations	Montant en fin d'exercice
Fonds propres sans droit de reprise					
Fonds propres avec droit de reprise					
Écarts de réévaluation					
Réserves	495 687				495 687
- dont réserves des activités sociales et médico sociales					
Report à nouveau	-127 441	68 434			-59 006
- dont report à nouveau des activités sociales et médico sociales					
Excédent ou déficit de l'exercice	68 434				209 665
- dont excédent ou déficit des activités sociales et médico sociales					
Situation nette	436 680	68 434			646 346
Dotations consommables					
Subventions d'investissement					
Provisions réglementées					
TOTAL	436 680	68 434			646 346

Commentaires : néant

